



# Rapport d'activités 2011 Centre de ressources Ville caraïbe

# Centre de ressources Ville caraibe

BP 7222- 97277 Schœlcher cedex 36 BD A. Cabral. 97200 FDF Tél/fax : 0596 686452/ 0596 589628 **Président :** Justin DANIEL

Référent administratif : mathieu.petit@villecaraibe.com GSM : 0696 296793

Recherche

Appui technique

interpeller

Qualifier

Réseaux

Former

**Prospective** 

Publier

Documentation















# **SOMMAIRE**

# Rapport d'activités 2011

Sommaire électronique

I. Quelques mots sur 2011	8
2. Quelques chiffres en 2011	. 11
3. Programme d'actions réalisées en 2011	. 16
4. Les activités permanentes du Centre de ressources Ville caraïbe	. 28
5. Bilan et Observations pour l'Année 2011	. 33
6Perspectives 2012	. 34
7.Contexte et Stratégie Ville caraïbe sur 3 ans (document d'orientations 2011-2013 : cliquez ici)	



# 1. Présentation du Centre de ressources Ville caraïbe

# Historique

Le Centre de ressources Politique de la ville en Martinique est issu d'un long processus marqué par deux étapes principales. En premier lieu, la mobilisation de l'Association Martiniquaise pour le Développement Social Urbain a fédéré un certain nombre d'acteurs qui ont contribué à sa création à partir des modèles existants dans l'Hexagone. Ensuite, la rencontre entre les besoins de la Communauté d'agglomération du Centre Martinique regroupant différents territoires dont certains, dans le champ de la Politique de la ville et les attentes de l'Etat (SGCIV local et national) qui ont favorisé une large adhésion au projet.

Il convient d'ajouter que le Centre de ressources Politique de la ville de Guyane, le Chef de bureau de la Cellule Politique de la ville de l'ancienne DDE, ont eu également un rôle d'appui essentiel au démarrage du projet.

Le Centre de ressources a cinq années d'existence et a pour objectif de proposer des lieux d'échanges sur les pratiques, de l'appui technique, de l'aide à l'ingénierie de projet, de la capitalisation d'expériences, et plus largement, l'animation et la qualification du réseau des acteurs de la politique de la ville et du développement social urbain de Martinique.

# **Quelques dates**

Date de création : 6 mars 2007

Recrutement du Directeur : 22 octobre 2007

De l'assistante le 15 mai 2008

Ouverture des locaux : 1er décembre 2007

Assemblée Générale: 29/01/2008 élection du Bureau.

Conseil d'administration trimestrielle.

Assemblée générale bi mensuelle

Renouvellement des Collèges de membres du Conseil d'administration en 2011

Réélection du Bureau le 5 mai 2011 et du Président

#### Le Statut

Le Centre de ressources Ville caraïbe est une association administrée par un Conseil d'administration composée de 3 collèges qui regroupent les professionnels de la Politique de la ville et les utilisateurs, les personnes qualifiées et les financeurs. Il se réunit tous les 3 mois en moyenne.

Le Président du Centre de ressources, Justin DANIEL a été réélu en Mai 2011. Il est Professeur de Science Politique à la faculté de droit et d'économie de la Martinique, Université des Antilles et de la Guyane. Par ailleurs, les autres membres du bureau sont des chefs de projets de collectivités, des chargés de mission des services de l'Etat et des responsables associatifs dans le Développement social urbain.

Le Bureau se réunit en moyenne une fois tous les 2 mois.

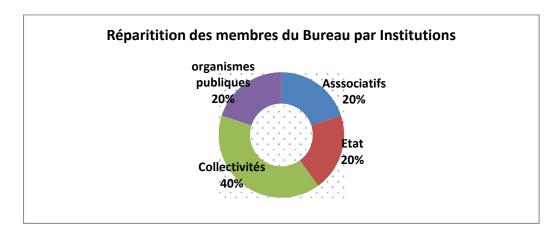
Les autres membres du bureau sont :

Le président honoraire, Antoine DORIVAL ("Ancien" de la politique de la ville)

- Vice Présidente : Mariéle IPHAINE (Directrice du GIP-DSU et du Contrat urbain de cohésion sociale de la Mairie du Lamentin)
- Trésorier : Anicet SOQUET (Représentant d'une Association de médiation et ESS)
- Trésorière adjointe : Sandra BLACODON MITRAIL (Chef de projet Politique de la ville Ducos)
- Secrétaire : Bruno CARRER (Directeur du GIP : "Grand Projet de Ville de Fort de France")
- Secrétaire adjointe : Elodie FIOLE (Chargée de mission auprès du délégué territorial adjoint de l'ACSE)

Le Conseil d'administration est composé d'acteurs incontournables de la Politique de la ville, de personnes ressources, de chefs de projets, d'Institutions et de financeurs.

Il se réunit en moyenne tous les 2 mois.



# LES MEMBRES DES COLLEGES (CONSEIL D'ADMINISTRATION-ASSEMBLEE GENERALE)

## Collège N°1

Professionnels et acteurs de terrains de la politique de la ville et de la rénovation urbaine

### a)des Chefs de projets en exercice :

-La Directrice du GIP-DSU (CUCS Lamentin)

Marielle IPHAINE

- -Le Directeur du GIP-GPV de FDF Bruno CARRER
- -La Directrice du CUCS de FDF Sylvie MERLIN
- -La Réfèrente Emploi, insertion, prévention CAESM Mme SONGNE –PETRICIEN

-Le Référent Insertion, Dévt éco, CCNM

Mr Dominique DESTIN

- 2 Chefs de projets CLS/CLSPD/ Prévention de la Délinquance
- -Mr QUION QUION (St Joseph)
- -Mme BLACODON (Ducos)
- b) des membres de droit
- le Délégué territorial à l'ANRU
- le Délégué territorial adjoint à l'ACSE
- le Chef de service Politique de la ville de la CACEM
- les 2 Délégués du Préfet

c) 2 représentants d'associations partenaires des projets politique de la ville

Association CAID (Bruno SOREL) AADPAS (Mme CEBAREK)

Collège N°2

**Personnes ressources** 

# a) 2 personnes choisies pour leur intérêt pour la politique de la ville :

Anicet SOQUET (Médiation, économie sociale et solidaire) Sonia MAZNA (Emploi et insertion)

# b) 1 personne issue de l'enseignement supérieur

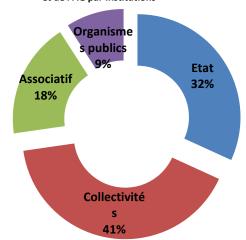
Justin DANIEL
Professeur de Science Politique (UAG)

# c) 5 personnes relevant des services de l'Etat ou d'organismes ayant un rôle dans la politique de la ville

Directeur de la CAF Chantal DARDANUS Chargée Politique de la ville (DRSJCS) Serge VERT- PRE (DRAC)

Le Chargé de Mission Politique de la Ville du Rectorat

Répartition des membres des Colléges du CA et de l'AG par Institutions



#### Collège N°3

**Financeurs** 

### Le Préfet ou son représentant

Le Président de la CACEM

# Le Directeur territorial de la Caisse des Dépôts

Le Directeur territorial du CNFPT

Le Directeur de la SIMAR

#### Le territoire

La Martinique est une île (35km de large et 70 de long) d'une superficie de 1100 région mono départementale qui km2, connaît une évolution démographique avec une croissance des moins de 20 ans (34% de la population) et parallèlement une croissance des plus de 60 ans. Au 1er janvier 2008, la population martiniquaise est estimée à 403 000 habitants<sup>1</sup>. Le Centre urbain de la regroupe notamment les Martinique communes les plus peuplées avec la capitale administrative et économique, Fort de France et le Lamentin qui apparaissent comme des pôles attractifs. Par ailleurs, des Communes du Sud et du Nord Atlantique sont de plus importantes en nombre d'habitants connaissent progressivement des problématiques urbaines ou péri-urbaines, connexes avec le Centre.

Il y avait 14 Contrats de ville de 1ere génération. Après, un recentrage opéré par l'Etat, à partir de 2001 puis en 2007, à l'issue de la négociation avec les communes, il existe 2 CUCS en Martinique (Lamentin et Fort de France) qui représentent en tout 24 sites inscrits dont 6, en Zones Urbaines Sensibles. Il convient de signaler également 1 projet ANRU qui est en train d'arriver à son terme et une convention Programme National de Rénovation des Quartiers Anciens Dégradés à Fort de France dit « Porte caraïbe » ainsi Zone Franche Urbaine (Dillon qu'une extension du port et centre en bord de mer. Il existe des territoires en ZRDU et un Projet de Réussite Educative au Lamentin et à Fort de France.

Les autres territoires de la Martinique s'appuient sur les autres dispositifs de la politique de la ville dans les domaines de l'insertion (Missions locales, PLIE, etc..), de la prévention de la délinquance (CLS, CLSPD, FIPD, OVV, adultes relais, etc..) et de la réussite éducative (CLAS, CEL,PEL, etc..) des dispositifs de droit commun concernant l'aménagement urbain (RHI, etc..) et les autres thématiques connexes de la politique de la ville . Il existe 2 communautés d'agglomération (CAESM, CACEM) avec notamment comme compétence obligatoire la politique de la ville.

Les 28 sites inscrits dans les périmètres CUCS du Centre, sont caractérisés, soit par de l'habitat spontané qui a évolué, soit par des ensembles HLM et des formes d'habitat mixte.

La question du logement social reste l'une des difficultés majeures avec 80 % de la population susceptible d'y accéder, de même que l'emploi notamment dans les ZUS où le 40%. chômage dépasse les Des problématiques aggravantes existent également telles que: l'illettrisme. monoparentalité, les grossesses précoces, la violence et la délinquance en lien avec l'économie parallèle.

Les quartiers prioritaires ont surtout de véritables ressources autant humaines que naturelles (dynamisme économique, culturel, sportif, diversité de religieux, la associative. interconnaissance. communautés,...). L'une des problématiques pour la Politique de la ville est de susciter, de s'appuyer sur ces énergies pour permettre de faire émerger collectivement des priorités en termes de besoins, de projets impactant pour le rénovation sociale et urbaine de ces quartiers et de ses habitants. Il reste aussi un large champ à réinvestir au niveau de la proximité (ingénierie de projet, animation, participation, stratégie « ascendante »,).

Par ailleurs, la Martinique se caractérise par de véritables enjeux sur le plan identitaire et culturel, et en matière de développement durable et d'écoconstruction, car elle reste un site de biodiversité remarquable et est exposée à de nombreux risques naturels, notamment dans des quartiers dit d'habitat spontanée...

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Insee, janvier 2008

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Qui parfois selon les quartiers (iris) et communes ont des indicateurs très proches de ceux des quartiers pris en charge par la politique de la ville ayant des caractéristiques multiples de précarité

### Les actions

Le Centre de ressources Ville caraïbe propose depuis sa mise en place des activités « ressources » en adéquation avec la programmation prévisionnelle annuelle arrêtée par le Conseil d'administration :

- De l'ingénierie de formation et des formations action, des cycles de qualifications, des échanges de pratiques, de la capitalisation d'expériences
- 2. De la mise à disposition d'expertises
- 3. De la formalisation, publication, de la documentation, de la diffusion d'information.
- 4. La mise en réseau de compétences, par thématiques, territoire, projets.

# Les productions

Le Centre de ressources Ville Caraïbe publie en fonction des actualités : une lettre d'information électronique : « la cohésion se construit » avec l'actualité locale et nationale de la Politique de la ville de même qu'une revue « Lyann Karayib » recueil d' articles de fond à partir d'une thématique ou d'une problématique relevant de la politique de la ville. Il publie également des dossiers thématiques, des dossiers de participants (évaluation de la politique de la ville, Observation sociale territorialisée, Acteurs de la politique de la ville, Prévention de la délinguance ...), des actes de rencontres, un annuaire, des études (Etats des lieux de la politique de la ville, de la médiation sociale,...), des formalisations de travaux collectifs, des outils méthodologiques, des fiches d'expériences, etc....Il anime le réseau des acteurs de la Politique de la ville et du développement social urbain par le biais d'internet et du site www.villecaraibe.com.

### **Budget**

Le budget annuel du Centre de ressources s'établit dans une fourchette de 120 000 euros à 150 000 euros. Il est constitué en recettes par une subvention d'exploitation du Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes à hauteur de 45 %, d'une subvention d'investissement jusqu'en 2011 de

5. Des rencontres entre acteurs d'Institutions différentes avec des chercheurs, de l'animation de débats publics

Par ailleurs, le Centre de ressources propose :

- de l'animation et participation à des groupes de travail et formalisation de travaux collectifs.
- des prestations d'accompagnement spécifique : tels que des diagnostics territoriaux. de l'aide et l'accompagnement à l'élaboration de politiques et projets de cohésion sociale et territoriale en lien avec les territoires lesquelles sur problématiques sociales et urbaines les complexes sont plus et importantes.

la caisse des Caisse des dépôts de 10 % et de la CACEM. Le CNFPT cofinance des actions de formations-action des agents des collectivités locales. En dépenses, les frais de personnels constituent une charge d'environ 50 % et les services externes 30 %. De nouveaux financeurs sont aujourd'hui mobilisés : Conseil Régional, Conseil Général, Bailleurs sociaux, autres Communautés de Communes, ou d'agglomération...

En 2011, le Conseil Régional a financé le Centre de ressources à hauteur de 4 000 euros, la SIMAR a participé à hauteur de 3500.

Le budget du Centre de ressources peut être complété par des financements dédiés à des actions particulières et par des ventes de prestations (dans la limite de 20% du Budget).

#### **Publics**

Le public prioritaire du centre est composé des professionnels de la politique de la ville : chefs de projet CUCS, CLS, CLSPD, Réussite éducative, ... chargés de mission, élus, responsables associatifs ... En complément, le centre de ressources accueille également des professionnels relevant des thématiques traitées par la politique de la ville et plus généralement de la cohésion sociale et territoriale.

# 2. Quelques mots sur 2011

2011, a été l'année de la restitution des évaluations des CUCS et d'une réorganisation au niveau des équipes Politique de la ville sur les 2 villes qui est encore en cours en 2012. Cela a donc été l'occasion de poser de nouvelles bases de travail au sein des équipes et de nouvelles perspectives pour les actions en direction des territoires en politique de la ville.

Par ailleurs, devant le désœuvrement et la montée du chômage d'une grande partie de la jeunesse, le Centre de ressources initie des actions et appuie des dynamiques sur la compréhension des problématiques que rencontrent les moins de 30 ans notamment et les réponses existantes en termes de politiques publiques. L'entrée prévention a été prééminente en 2011.

Le Conseil d'administration du Centre de ressources avait défini deux grandes orientations pour 2011:

> o la mise en place de Séminaire(s) thématique(s) de Formation et d'accompagnement technique prenant en compte les préconisations et orientations des évaluations des CUCS et de l'état d'avancement du PDRU pour FDF.

L'accent devait être mis notamment sur les entrées. Evaluation des CUCS et réorganisation, Gestion Urbaine de Proximité, ASV (Atelier Santé Ville), Projet de réussite éducative (Réussite éducative), Prévention de la délinquance notamment.

un effort supplémentaire sur l'appui à la mise en œuvre de Politiques de Jeunesse et sur l'entrée Prévention

Il s'agissait notamment de permettre un transfert de compétences des méthodologies déployées dans le cadre des dispositifs Politique de la ville existant au Centre vers d'autres territoires ayant un cumul de difficultés et des problématiques connexes.

Cela s'est concrétisé par :

Orientation I. La mise en place de Séminaire(s) thématique(s) et d'accompagnement technique prenant en compte les préconisations et orientations des évaluations des CUCS

- 1. La participation à l'accompagnement de l'élaboration du Plan de cohésion sociale de Fort de France
- 2. La participation à des groupes de travail dans le cadre de l'évaluation du CUCS du Lamentin
- 3. La mise en place d'un Séminaire formatif sur le dispositif Atelier Santé Ville en partenariat avec les services de l'Etat et l'appui à la mise en place d'un diagnostic Atelier Santé Ville.
- 4. La mise en place d'une Formation action sur la Gestion Urbaine de Proximité en partenariat avec le CNFPT
- 5. La mise en place d'une Formation action sur la Réussite Educative en partenariat avec le CNFPT
- 6. L'accompagnement spécifique de mise en place du Projet de Réussite Educative à Fort de France
- 7. La réalisation d'un état des lieux des Associations de la Politique de la ville en Martinique en partenariat avec la DJSCS (en cours Novembre 2011-Avril 2012)
- 8. Le lancement d'un accompagnement global des adultes relais 2011-2012 avec l'animation de l'analyse des cas pratiques par le Centre de ressources et plus largement l'animation de réseau des acteurs de médiation sociale.
- 9. Une formation action sur l'Observation sociale et territoriale et plus largement l'appui aux démarches d'observations sociales et territorialisées.

Orientation II. La mise en place d'actions d'appui et de qualification sur l'entrée Politiques de jeunesse et prévention pour les acteurs de la politique de la ville mais également des autres territoires prioritaires

- 1. L'Accompagnement de la démarche régionale Ambition Jeunes portée par le Conseil Régional
- 2. La mise en place d'un Séminaire de formation sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique locale de jeunesse organisé en partenariat avec le
- 3. La mise en place d'un Séminaire de formation sur la prévention de la délinquance : du diagnostic local à la mise en œuvre d'une Politique locale de Prévention de la délinquance
- 4. L'accompagnement de la Cellule de Veille sur le Nord caraïbe et d'un séminaire de formation action.
- 5. L'accompagnement à l'élaboration d'un Diagnostic local de Sécurité et de prévention de la délinquance sur la ville de Sainte Marie

# Par ailleurs, le Centre de ressources a conduit également en 2011, des actions classiques :

- o D'information, de production, de documentation et de mise à disposition d'éléments à la demande :
- ✓ Accueil et information, appui de chefs de projets, élus, responsables d'associations, étudiants, chercheurs,...
- ✓ Refonte complète du site internet avec de nouvelles fonctionnalités, de nouvelles pages et des accès réservés sur certaines pages, un renvoi au journal facebook, etc...
- ✓ Mise en place d'un référencement électronique des documents et d'une base de données via le site internet.
- ✓ Envoi de documents et d'informations à la demande
- ✓ Achat de nouveaux documents papiers (revues, livres de méthodologies d'action,...)
- ✓ Production d'une nouvelle revue : « les Cahiers Lyann Karayib »
- ✓ Formalisation de comptes rendus et de documents de travail : GUP, ASV, PRE...
- ✓ Production de 3 newsletters électroniques et support papier.

# De participation à des groupes de travail et réseaux

- ✓ Participation à des groupes de travail (CUCS, PRIPI, PDRU, CLSPD,...)
- ✓ Appui au déplacement et la qualification (Réussite éducative équipe du PRE du Lamentin)
- ✓ Appui à l'Observatoire de l'URSIEA sur l'insertion et de l'ESS
- ✓ Participation à 2 rencontres du Réseau national des Centres de ressources
- ✓ Participation au Conseil d'administration de Question de Ville, rencontre du SGCIV et de consultants.

Appréciation qualitative : Le Centre de ressources en 2011 a trouvé une certaine vitesse de croisière en répondant aux besoins spécifiques des acteurs de la politique de la ville qui ont pu émerger des démarches évaluatives concernant les CUCS.

Il y a donc eu des formations actions et des actions collectives qui ont pu répondre à ces besoins, de même qu'en matière de Politiques de jeunesses et de prévention de la délinquance, des entrées prioritaires non articulées dans le cadre des CUCS notamment.

Au regard des actions 2011, les acteurs de la politique de la ville pérennisent leurs participations aux actions du Centre de ressources et leur satisfaction globalement. De plus, le Centre de ressources est fréquemment sollicité pour des missions d'animation de travail collectif, de formalisation et de mobilisation d'expertise locale et extérieure par d'autres acteurs du développement social.

## Rapport d'activités Ville caraïbe 2011 « des ressources pour l'action »

Les travaux en interne du Conseil d'administration et du Bureau, de même que le document de concertation 2011-2013 ont permis d'expliciter les orientations du Centre de ressources, ceci étant progressivement renforcé avec la mise en place du Cadre de référence et de la convention pluriannuelle avec l'Etat à partir de 2012 notamment.

Le Centre de ressources Ville caraïbe avec seulement 2 Villes en CUCS se caractérise par un accompagnement qui répond au plus près aux exigences des acteurs, ceci dans la réactivité et la proximité et par une approche globale et transversale des problématiques et réponses. Cependant, pour rendre plus pertinente encore son action, il est apparu nécessaire de mettre en place des groupes de travail thématique internes plus intensifs. Cela, afin de permettre la mutualisation entre les 2 CUCS et PRE et également afin de contribuer à une vision globale de la Politique de la ville en Martinique. Ces groupes de travail pourront permettre de produire des documents en commun ainsi que des actions collectives pouvant répondre plus finement aux difficultés et problématiques. Ils permettront également de mieux préciser les besoins en expertise et formation des acteurs et projets en cours. C'est ce qui est engagé en 2012 notamment en ce qui concerne le groupe de travail CUCS et PRE.

Par ailleurs, la mise en place de véritables projets de cohésion sociale et territoriale qui puissent donner du sens aux différents dispositifs portés dans le cadre de la politique de la ville, de même que la fonction ingénierie de projet et animation et pilotage dans la proximité (avec la désignation, recrutement de chefs de projets quartiers et thématique, mise en place d'outils de suivi et de pilotage) devront être des orientations pour les CUCS tel qu'il ressort des orientations des évaluations.

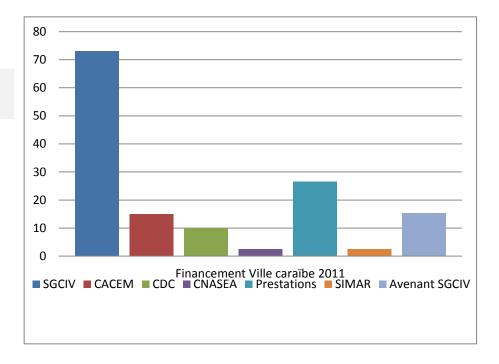
Ces orientations vont davantage structurer la programmation portée par le Centre de ressources en 2012 et influer sur la politique de la ville en Martinique.

Parmi les autres orientations également pour 2012, année d'élection et dans la perspective de 2014, figure l'ambition de dégager les caractéristiques spécifiques et la plus-value de tous les dispositifs de la Politique de la ville en Martinique dans un document commun aux acteurs de la Politique de la ville. Ceci, afin de valoriser l'apport de cette politique publique dans sa globalité et pour mettre en relief son positionnement au regard des dispositifs de droit commun et de sa mobilisation au service des quartiers. Un travail d'identification des dispositifs de droit commun est en cours au niveau du Centre de ressources dans le cadre de la démarche nationale d'expérimentation.

# 3. Quelques chiffres en 2011

Les subventions accordées pour l'exercice 2011.

Les subventions reçues en 2011 : 129 075 euros



NOTE <sup>3</sup>:le financement imputé aux actions et exercice 2011 est à hauteur de 135 471,36 € Le Centre de ressources a connu deux difficultés au niveau financier en 2011 : le retard du versement de la subvention Etat (SGCIV) réalisé au mois de novembre ; le retard dans le versement des financements accordé par les Collectivités. Cela a notamment eu comme conséquence pour le Centre de ressources de ne pouvoir mener certaines actions programmées ou de payer des agios.

Par ailleurs, il faut noter une nouvelle orientation financière pour le Centre de ressources avec la part des prestations (exemple du DLS de Sainte Marie) ou des subventions pour des accompagnements spécifiques (PRE de FDF). Enfin, il faut mettre en exergue le partenariat et un nouveau financement attendu du Conseil Régional, de même que le partenariat avec le CNFPT.

- La Valorisation des partenariats et notamment celui du CNFPT en 2011 est de : 9500 euros
- O Prise en charge 3X intervenante : 4500 euros
- O Mise à disposition de salles + restauration (5 X) : 3500 euros
- O Hébergement + déplacement intervenant : 1500 euros

# 2. Fonctionnement et action (voir Rapport comptable et tableau suivi financement 2011 )

- Le financement total imputé au titre des actions de 2011 est de : 73 086,77 € (53,9%)
- Le financement total imputé au titre du fonctionnement 2011 est de : 62 384,59 € (46,1%)

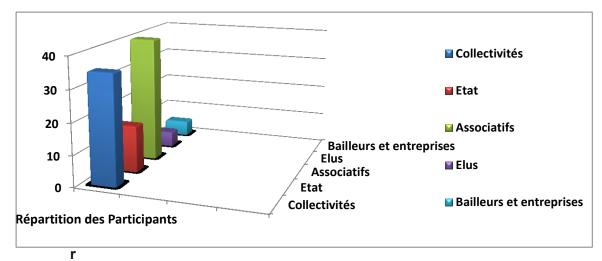
.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Voir tableau suivi dépenses et entrées par actions/ fonctionnement (tableau excell)

# 3. Indicateurs 2011 de performance

Les indicateurs de performance permettent de se rendre compte de la répartition des participants entre les actions collectives et de leurs qualités ainsi que de leur répartition territoriale. Ils permettent aussi, à partir d'outils de recensement (questionnaires lors des actions ou sur l'action globale sur le site internet), d'apprécier la satisfaction des participants par rapport aux actions portées, de même que de quantifier les publications et outils élaborés par Ville caraïbe en 2011. Par ailleurs, ce rapport d'activités s'efforce, à partir des actions et également des échanges au sein des instances de gouvernance, d'apprécier plus qualitativement l'impact de Ville caraïbe. (En fin de document des éléments de Bilan stratégique sont proposés., de même une grille évaluative est remplie dans le cadre du cadre de référence nationale avec des éléments quantitatifs et qualitatifs)

# Indicateurs quantitatifs



- ✓ Participations aux actions collectives mises en œuvre par Ville caraïbe en, 2011: 325 personnes différentes recensées₄. Les chefs de projets et acteurs de la politique de la ville de Fort de France et du Lamentin étant les plus concernés.
- ✓ Les actions mobilisant le plus d'acteurs sont : le Séminaire sur l'ASV avec 62 personnes recensées, les formations actions Politique de Jeunesse, prévention de la délinquance, GUP, Réussite éducative (avec approximativement moins d'une trentaine d'acteurs à chaque action) et également dans les accompagnements une trentaine d'acteurs (Cellule de Veille Nord caraïbe, Plan de cohésion sociale de FDF, DLS Sainte Marie)
- ✓ Le nombre des responsables et membres d'associations est de 130 représentants 40% des participants dont 70 % provenant de Fort de France, 10 % du Lamentin et 10 % des autres territoires.
- ✓ Le nombre d'agents et élus des collectivités est de 113 participants et représente un pourcentage de 35 % des 325 participants sur l'année :

avec 50% d'agents et élus de FDF : 53 agents et 3 élus

15% du Lamentin : 15 agents

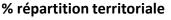
20% du Nord caraïbe : 18 agents et 4 élus 12% du Nord atlantique : 10 agents et 3 élus

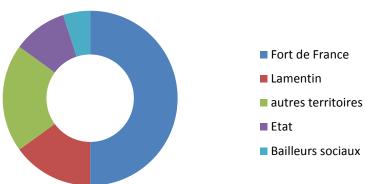
et 3% du Sud : 3 agents

Les élus représentent moins de 10 % des représentants de collectivités territoriales participants à nos travaux.

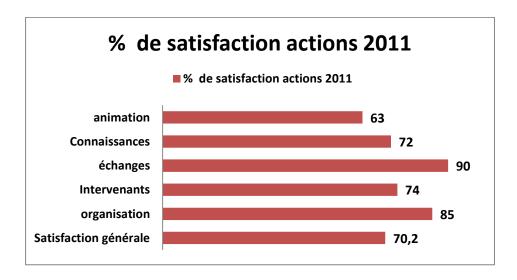
- ✓ Le pourcentage d'agents de l'Etat est de 15 % soit 48 agents. (Sous-préfets, Délégués du Préfet, Chargés de mission DJSCS, ARS, Sous-préfecture, Police, Gendarmerie, Education nationale et autres)
- √ les bailleurs sociaux et entreprises de 5% et un nombre de 13 représentants

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> A partir des feuilles d'émargement des actions collectives portées par le Centre de ressources en 2011.





Pourcentage en moyenne de satisfaction⁵ sur les actions collectives : 70, 2% 70, 2 % des participants ont estimé qu'elles répondaient à leurs attentes. 85% des participants sont satisfaits de l'organisation des actions collectives 74% des participants sont satisfaits de la prestation des intervenants 90% de la qualité des échanges 72% des connaissances apportées 63% de l'animation des échanges

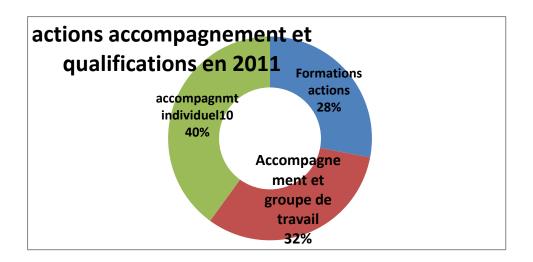


**Démocratie interne :** En 2011, il y a eu 4 réunions du Bureau, 4 Conseils d'administration et 3 Assemblées Générales. Les membres des différentes Instances sont présents à plus de 80%. Un Conseil d'administration en fin 2011 a pu faire un premier bilan partagé de l'année 2011. Deux autres Conseils d'administrations en cours d'année ont été l'occasion de réorientations.

**NOTE**: Les agents des Institutions et organismes travaillant avec le Centre de ressources sont intégrés dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions collectives portées. Le travail est collectif, car les premiers publics, c'est-à-dire les chefs de projets DSU sont ceux aussi qui sont bien souvent à l'origine de la décision d'actions, étant membres du Conseil d'administration ou du Bureau. Ils valident donc les orientations des actions et parfois même les conditions de réalisation. Par ailleurs, au-delà de la programmation le Centre de ressources adapte ces actions en fonction des besoins et demandes du réseau des acteurs et par compétences si nécessaire (CUCS, Prévention, Réussite éducative, Rénovation Urbaine, Santé, Culture et Développement social, développement économique et insertion...).

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> A partir de 45 questionnaires proposés en fin de formations action en 2011 et à partir de questionnaires internet (10 retours) Un nouveau questionnaire est en cours pour affiner les données : Cliquez ici

Nombre d'actions collectives : 15 avec 7 formations actions et 8 accompagnements et groupes de travail.



- Nombre d'accompagnement individuel d'association et de chefs de projets : une dizaine (Chefs de projets CUCS, CLS, CLSPD, Réussite éducative, Associations diverses,...)
- Nombre de participation à des groupes de travail ou Instances (Comité de pilotage) : une dizaine (CUCS, Bilan du GIP GPV FDF, Observatoires Ursiea, Economie sociale et solidaire, projets de médiation sociale, groupe projet DOM,...)
- Nombre de visites sur le site internet en 2011 : 10050 visites, nombre de visiteurs qui reviennent en moyenne : 650 visiteurs uniques mensuels. Le site internet a connu en juin une refonte complète avec plus de visibilité, de pages et de réactivité.
- Nombre de demandes de documentation (par mail, ou ouvrage empruntés) de 55.
- Nombre de publications :
  - 2 études en cours d'écriture,
  - 5 comptes rendus,
  - 3 newsletters,
  - 5 fiches d'expériences
  - 2 diagnostics, 1 revue,
  - 2 dossiers thématiques,
  - 2 mises à jour de guides méthodologiques,
  - 50 envois d'infos docs.
- Nombre d'ouvrages nouveaux : 35 achats et 43 offerts gracieusement.
- Participation aux travaux de 3 stagiaires en 2011 :
  - -une stagiaire durant 4 mois sur la communication du Centre de ressources et les fiches d'expériences
  - -un stagiaire durant 3 semaines sur de la recherche documentaire et de la synthèse sur la santé et la politique de la ville
  - -une stagiaire durant 3 semaines sur de la recherche documentaire sur les politiques de jeunesses.

### > Approche qualitative (au regard cadre de référence)

Les Instances de gouvernance du Centre de ressources à travers le Bureau, le Conseil d'administration, l'Assemblée Générale permettent de faire le point en continu sur la situation du Centre de ressources, la pertinence des actions portées, leur efficacité et leur effectivité par rapport aux objectifs fixés collectivement pour l'année. Trois périodes sont notamment propices. En septembre à la rentrée scolaire, en fin d'année civile en décembre et au moment de la clôture de l'exercice précédent (Mai, Juin). En début 2011, un document de concertation partagé après 3 ans d'exercice a permis de tirer des enseignements sur les actions déjà menées et chantiers ouverts. Ce document a permis également de fixer des orientations par entrée thématique et permet d'avoir une vision prospective pour le Centre de ressources et ses partenaires.

Le Centre de ressources dans son fonctionnement depuis 2007 a permis de mettre en réseaux de compétences les acteurs par entrée thématique (médiation sociale, prévention de la délinquance, réussite éducative, gestion urbaine de proximité, évaluation des CUCS,...)

Ce travail s'est poursuivi en 2011 avec des actions de mobilisation des acteurs et de mutualisation. Par ailleurs, par l'approche globale qu'il propose le Centre de ressources permet la rencontre d'acteurs d'Institutions et de cultures professionnelles différentes (Formation action : politique de jeunesse, Réussite éducative, prévention de la délinquance, GUP, ASV...)

Le Centre de ressources s'efforce de valoriser les expériences innovantes et les acteurs ayant acquis des compétences locales spécifiques. Cela se caractérise par des fiches d'expériences et également au sein de groupes de travail pour mutualiser les expériences (évaluation CUCS, Réussite éducative). Ce travail de capitalisation est aussi la base d'un transfert de compétences au niveau des Communes hors CUCS et PDRU afin de bénéficier des projets innovants initiés grâce aux financements et dispositifs de la Politique de la ville. Par ailleurs, en participant à des groupes de travail divers et des comités de pilotage il peut faire référence aux actions et acteurs en mouvement pour susciter des rapprochements, des mutualisations d'objectifs, de moyens, d'expériences.

Depuis 2010 et les démarches d'évaluation des CUCS, le Centre de ressources a pris le parti de renforcer la dimension d'accompagnement à la mise en œuvre de sorte à aider à la mise en place de dispositifs sur les territoires prioritaires (territorialisation, PRE, ASV,GUP, Accompagnement des associations,...). Ainsi, la qualification collective vient surtout dans un second temps lors de l'opérationnalité des dispositifs. Les cycles de qualifications et de formations actions dépendent directement des besoins qui émergent lors des accompagnements à la mise en œuvre permettant ainsi de rendre l'accompagnement global plus pertinent.

Lors des actions collectives de ville caraibe, les acteurs participants sont avant tout des chefs de projets ou des associations du Centre. Par ailleurs, les élus ne sont toujours pas assez nombreux et demandent pour le Centre de ressources, un effort supplémentaire de mobilisation de ceux-ci lors des actions de qualification.

Il reste un travail important à réaliser au niveau de l'accompagnement et la qualification notamment en ingénierie de projet des associations dans le cadre de la Politique de la ville qui pourra devenir une orientation forte en fonction des moyens disponibles à partir de 2013.

Enfin, le Centre de ressources continue son action en approfondissant progressivement des chantiers, en proposant une montée en qualification de manière collective sur certaines entrées (GUP, Territorialisation, évaluation, jeunesses, articulation urbain/social, développement économique urbain, emploi, insertion, méthodologie DSU...).

Le Conseil d'administration pour l'année 2012 a notamment priorisé comme entrée thématique forte : la proximité et la démarche évaluative des CUCS : Comment positionner les CUCS comme outil stratégique pour la cohésion sociale ? Comment répondre aux plus près aux besoins des habitants ?

En 2012, il s'agira également d'appuyer la mise en place de nouveaux dispositifs : PRE, ASV, GUP, clause d'insertion et la mutualisation entre les 2 territoires en politique de la ville.

Enfin, il s'agira d'articuler le CUCS avec le volet urbain mais également avec des politiques publiques et entrées connexes (droit commun) sur des entrées telle que la prévention de la délinquance, la santé, le Plan Ambition Jeunes, les projets urbains, la culture...

# 5. Programme d'actions réalisées en 2011

Il s'agit des activités collectives programmées répondant aux attentes prioritaires des acteurs de la politique de la ville et inscrites dans le cadre du programme prévisionnel 2011 ou au sein des orientations des Conseils d'administration en cours d'année. Elles s'inscrivent dans des démarches à long terme souvent initiées depuis 2007. Autrement dit, chaque nouvelle entrée thématique est un nouveau chantier qui amène des actions diverses en fonction des états d'avancement des dispositifs et des acteurs.

Orientation I. la mise en place de Séminaires thématiques et d'accompagnement technique prenant en compte les préconisations et orientations des évaluations des CUCS

- 1. La participation à l'accompagnement de l'élaboration du Plan de cohésion sociale de Fort de France dans le cadre de la démarche évaluative du CUCS Cette action s'est inscrite dans la suite du travail d'accompagnement de démarche évaluative du CUCS de la Ville de Fort de France qui avait fait émerger un ensemble de constats et de pistes d'orientations ou de chantiers à engager. Parmi ceux-ci, l'élaboration d'un projet de cohésion sociale qui puisse mettre en synergie les différents acteurs de la cohésion sociale autour de chantiers prioritaires notamment en ce qui concerne la politique de la ville afin :
  - de mieux comprendre les fonctionnements des quartiers, de faire remonter les informations et d'avoir des espace de confrontation entre qualitatif et quantitatif; mettre en place une procédure de Veille sociale sur les quartiers prioritaires notamment.
  - d'élaborer des projets de guartiers et de territorialiser l'animation de proximité
  - de préciser la gouvernance de la cohésion sociale et le pilotage thématique et par quartier prioritaire, de mobiliser le financement pour l'ingénierie de projet.
  - d'intégrer dans la gouvernance un espace de coordination entre Satellites et Ville sur la cohésion sociale et urbaine.
  - d'être en capacité d'appuyer les acteurs associatifs (plateforme d'appui aux initiatives des quartiers, ingénierie de projet)
  - de mieux positionner le CUCS comme un outil stratégique faisant levier pour la cohésion sociale dans les quartiers prioritaires et de sortir progressivement d'une logique de guichet -de remettre à plat la procédure d'appel à projets CUCS en partant des besoins des territoires et des opérateurs en capacité de répondre.
  - de mettre en place des méthodes et outils de suivi et bilan pour rendre évaluable le CUCS
  - d'articuler volet urbain et social au niveau de l'élaboration et le pilotage des nouveaux projets ANRU II et PNRQD
  - de mobiliser les politiques de droit commun pour que le CUCS ne se substitue pas au droit commun mais bien au contraire vienne en plus-value (en jouant un effet levier ?)...
  - de mettre en place un projet de réussite éducative (PRE) et l'inscrire dans une démarche plus large de politique éducative...

Le Centre de ressources a ainsi pu participer à des groupes de travail sur différentes entrées en lien avec la Politique de la ville, en complémentarité de l'accompagnement de la Ville par un consultant sur le projet de cohésion sociale. A l'heure actuelle ce travail a été restreint pour le Centre de ressources à un accompagnement à la mutualisation entre les 2 CUCS notamment sur l'entrée évaluative ainsi que les entrées (PRE, GUP, ASV,...)

Pour retrouver les éléments de compte rendu de la démarche évaluative du CUCS la semaine du 18 au 24 octobre 2010 initiée par le Centre de Ressources.

Compte Rendu Dém

Compte Rendu Démarche Ateliers Evaluatifs – Prospectifs CUCS FDF2010

Le Directeur du Centre de ressources a également participé au Comité de Pilotage et à des groupes de travail dans le cadre de l'évaluation du CUCS du Lamentin.

### 2. Appui au démarrage de la mise en place de l'Atelier Santé Ville

Dans le cadre de la mise en place de ce nouveau dispositif en Martinique, un groupe de travail regroupant plusieurs acteurs tels que les Délégués du Préfet, , la DJSCS, l'ARS, l'IREPS, le Centre de ressources a organisé un Séminaire sur l'Atelier Santé Ville à l'intention des élus et des professionnels de la santé et du développement social en Juin 2011.

Il s'agissait de présenter les éléments de données existants ainsi que de présenter le dispositif ASV et des exemples qui existent sur d'autres territoires en Guyane ou banlieue parisienne par exemple.

Les problématiques de santé sont parfois prises en compte dans le cadre de la politique de la ville et notamment des actions CUCS dans cette thématique mais de manière encore disparate. L'ASV est dans ce cadre une opportunité d'aller plus loin pour les Villes afin d'organiser sur les territoires qui connaissent des problématiques les plus complexes des réponses collectives en proximité : la mise en réseau d'acteurs à partir des besoins prioritaires identifiées collectivement.

Les participants à ce Séminaire étaient nombreux: 62 dont notamment des chefs de projets, développement social et sanitaire des Villes, des associations représentatives de Santé, des représentants de l'ARS, de l'Observatoire de la Santé,... Le Centre de ressources a accueilli un stagiaire en Licence de droit pendant 3 semaines qui a fait un travail de collecte et de synthèse des données sur la santé en proximité dans la perspective d'un diagnostic ASV.

En 2012, l'IREPS a été missionné afin de réaliser un diagnostic pour la mise en place des ASV sur les 2 Villes en articulation avec les CUCS, le Centre de ressources apportant son appui à ce diagnostic.

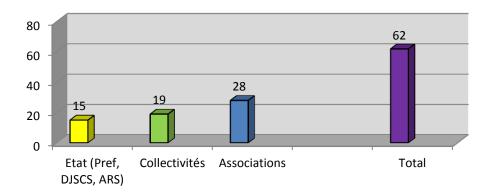
Les Villes doivent désigner ainsi un référent et permettre la mise en place d'actions collectives. Cette démarche s'inscrit également dans le cadre de la mise en place de Contrats Locaux de Santé.

Pour retrouver un compte rendu de cette réunion d'information ASV.

Diaporama ARS dans le cadre de la Réunion d'information sur l'ASV (Réorganisation Santé/ Territoires) 30 juin 2011.



ASV réunion information 30 juin 2011



# 3. Formation- action sur la Gestion Urbaine de Proximité (GUP)

Cette formation action sur la Gestion Urbaine de Proximité dans les quartiers prioritaires a été organisée en partenariat avec le CNFPT, le Lundi 20 juin 2011 de 8h00 à 17h00, au Squash Hôtel.

### L'objectif était :

- De proposer une méthode d'élaboration d'un projet de gestion de quartier.
- D'apporter des éléments de cadrage communs sur la gestion urbaine de proximité, les enjeux, les thématiques concernées par la gestion...
- De dégager les conditions de mise en œuvre de la gestion.
- D'élaborer une feuille de route opérationnelle qui permette d'identifier les premières actions significatives.

Cette rencontre s'est adressée en particulier, dans leur diversité des élus et responsables de service de ville en responsabilité de service de proximité, aux responsables d'associations engagés dans la gestion (régie, Case...), aux responsables de la politique de la ville /Ville/quartier RU, aux services de police, aux bailleurs sociaux, aux services ville ou agglo qui ont une responsabilité propreté entretien, de médiation, de sécurité.

La mise en place de gestion urbaine de proximité dans la durée reste une préoccupation majeure pour les territoires inscrit en politique de la ville de Martinique. Elle a été rappelée par l'Etat dans les CUCS et les projets de rénovation urbaine.

Les différentes démarches évaluatives réalisées en 2010 l'ont confirmé :

- Diagnostic en marchant de Dillon (novembre 2010)
- Evaluation du CUCS du Lamentin (2010)
- Démarche évaluative du CUCS de Fort de France (octobre 2010)

La mobilisation de l'ensemble des partenaires concernés par la gestion de proximité et la mise en place de méthodes de travail simples, lisibles et opérationnelles est une condition incontournable de réussite.

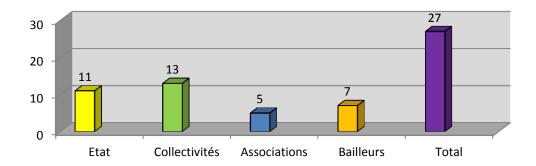
Le Centre de ressources pour répondre à cette exigence rappelée par l'Etat lors de ces évaluations a souhaité engager un travail de qualification collective à long terme qui permette la mise en place et le pilotage de Gestion Urbaine de Proximité dans les différents quartiers prioritaires. Une piste pour 2012-2014 serait de partir des situations et besoins de partenariats des bailleurs sociaux au regard des « diagnostics en marchant » pour aller vers des réponses appropriées des collectivités et partenaires.

La Synthèse de cette formation action se trouve sur le site internet, Rubrique Comptes rendus.



Synthèse formation action juin 2011 GUP

# Nombre de participants à la formation action sur la GUP



#### 4. Formation- action sur la Réussite Educative

Cette rencontre s'est déroulée en partenariat avec le CNFPT. L'intervenant : Frédéric TRECA Mardi 21 juin 2011 de 8h00 à 17h00, au Squash Hôtel.

Cette formation s'est adressée en particulier aux acteurs de la réussite éducative en Martinique : les pilotes communaux du dispositif RE ou de dispositifs similaires, les responsables locaux et hiérarchiques des autres institutions : Education nationale, Préfecture, Conseil Général et les opérateurs associatifs.

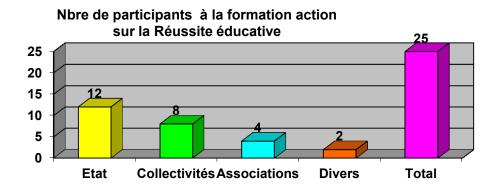
Cette formation action entrait dans le cadre d'un projet d'espace en commun de qualification permanente sur la réussite éducative que le centre de ressources « Ville Caraïbe » a souhaité mettre en place. A ce jour deux villes sont concernées par le dispositif réussite éducative :

- Le Lamentin qui a mis en place une équipe depuis plusieurs années a déjà eu une évaluation en 2010/2011 et a fait l'objet de préconisations
- La ville de Fort de France qui, si elle a engagé des actions à caractère éducatif notamment dans le cadre du CUCS, est en train de mettre en place formellement le dispositif réussite éducative depuis décembre 2011.

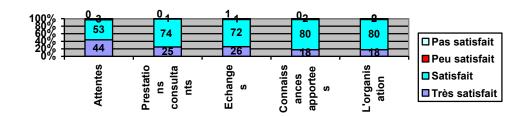
Les objectifs de cette formation ont été :

- D'apporter des éléments de contenu qui constituent des références communes aux collectivités, autres institutions et opérateurs
- De s'appuyer sur les enseignements, les acquis des initiatives existantes pour faciliter le démarrage des nouvelles (notamment PRE de la ville du Lamentin et le dispositif Ecole Famille Quartier du Conseil Général)
- De rechercher des méthodes de travail en commun
- D'approfondir en commun certains sujets d'enjeu, en particulier le repérage, l'évaluation, la nature des prises en charge, les méthodes de travail...

Le document de travail se trouve sur le site internet rubrique documentation : cliquez ici



### Satisfaction des participants sur les ateliers GUP et RE



# 5. Prestation d'accompagnement sur la mise en place du PRE (Projet de Réussite Educative) de FDF

Le Centre de ressources a commencé en 2011 l'accompagnement à la mise en place du PRE de FDF qui se déroule de décembre 2011 à Mai 2012.

Les premiers temps de travaux en 2011 ont permis de bien préciser aux acteurs les fondamentaux du PRE :

- Un dispositif d'Etat cofinancé par la Ville sur les quartiers en politique de la ville
- qui cible un nombre restreint d'enfants en situation de décrochage....
- ....nécessitant des interventions croisées : éducatives, sociales, socioéducatives, médicales....
- repérés à partir de priorités définies sur le territoire
- qui leur propose des parcours individualisés impliquant les parents

Le premier temps de travail a concerné notamment l'accompagnement à la prise de poste de la nouvelle coordinatrice, la mise en place d'un COPIL et d'un COTECH de préfiguration, la détermination des entrées prioritaires.

Le deuxième temps de travail actuel a eu pour objectif de déterminer les situations et sites en fonction des entrées prioritaires, de déterminer les équipes pluridisciplinaires, les partenariats et opérateurs, et de rentrer dans une phase opérationnelle.

Le lancement officiel devrait avoir lieu en Avril 2012 et le début des repérages avec les équipes pluridisciplinaires et parcours en Mai- Juin 2012.

➤ En 2012, cet accompagnement à la mise en œuvre se poursuit. Le PRE de Fort de France devrait prendre en compte une cinquantaine de jeunes pour cette année et à partir des résultats, préparer une montée en charge progressive. L'orientation 2012 arrêtée collectivement devrait être en termes de situation : enfant ou jeune restant seul très tard le soir dans la rue, de façon récurrente, cette situation entrainant un décrochage ; situation familiale problématique

Dans cette prestation d'accompagnement le Centre de ressources a mis à disposition : de l'expertise sur la réussite éducative avec le concours de F. TRECA Consultant-Formateur, de la documentation technique, des références, des groupes de travail collectif et de mutualisation avec le Lamentin ; des appuis à la mise en place d'instances officielles, des formations des participants, des fiches d'expériences.

Par ailleurs, Le Centre de ressources a élaboré pour les coordonnateurs du PRE du Lamentin, un programme de qualification et de rencontre de coordonnateurs « Réussite éducative » à Paris et Lyon en 2011.

Un déplacement sur le même modèle sera proposé en 2012 à la coordinatrice du PRE de FDF. Les coordonnateurs de la Réussite éducative en Martinique sont membres de l'ANARE et en partenariat avec le Centre de ressources veulent mettre en place un Réseau Antilles Guyane des acteurs de la Réussite éducative.

# 6. La réalisation d'un état des lieux des Associations de la Politique de la ville en Martinique en partenariat avec la DJSCS (en cours Novembre 2011-Juin 2012)

Le Centre de ressources a commencé en décembre 2011 un état des lieux sur les associations de la Politique de la ville. Ce rapport commandé par la DJSCS a pour objectif de préciser la situation administrative, financière, la vie démocratique, les besoins en accompagnement et en formation des associations de la Politique de la ville. L'objectif est d'avoir une fiche (tableau de bord) pour une centaine d'associations représentatives de la politique de la ville (CUCS, OVV, FIPD, ...).

Les associations sont les opérateurs, le bras armé de la Politique de la ville, dans un contexte de distanciation du terrain par rapport aux institutions. Ce sont bien souvent elles qui répondent aux besoins des publics et des territoires les plus en difficulté. Dans un contexte de difficultés budgétaires et de tension sociale, pouvoir apprécier leur situation financière et administrative est nécessaire pour que les projets portés soient plus pertinents et efficients au regard des besoins des publics et territoires.

Cet état des lieux offrira ainsi un panorama des situations et des tendances des associations intervenant dans le cadre de la Politique de la ville et sera restitué au mois de Juin 2012.

### 7. La réalisation d'un état des lieux de la Politique de la ville en Outre-mer

Le Centre de ressources a été sollicité en Novembre 2011 par le SGCIV pour faire un état des lieux de la Politique de la ville opérée par le réseau des Centres de ressources d'Outre-Mer : de Martinique, Guyane, Mayotte et de la Réunion. L'objectif est de faire un rapport en commun pour mettre en exergue la situation de la Politique de la ville et notamment les spécificités des territoires des Régions d'Outre-mer concernées. Ce rapport doit être remis en Juin 2012. Une fiche thématique comportant plusieurs entrées est attendue par territoire notamment l'Observation, les spécificités des quartiers et du logement, le Pilotage, les problématiques sociales prioritaires... puis un travail de synthèse pour le rapport en commun.

### 8. Les rencontres de réseau national

Le Directeur du Centre de ressources en 2011 n'a pu participer qu'à deux rencontres de réseau sur 5. Ces rencontres sont l'occasion pour le Directeur d'échanger sur les pratiques professionnelles avec d'autres territoires au regard de thématiques relevant de la Politique de la ville. Il s'agit ainsi de faire un tour de l'actualité de la Politique de la ville avec les autres Directeurs et de partager les expériences sur des entrées et de bénéficier d'interventions d'experts. En 2011, c'est notamment la question associative et la proximité qui a été la thématique traitée lors de l'une des réunions de réseau à laquelle le Directeur a pu participé.

Il reste des difficultés pour participer à toutes les rencontres de réseau en termes de coût et de disponibilité.

Les rencontres de réseau national en 2011 ont également pu amorcer un travail de réseau Politique de la ville Outremer via un premier travail en commun sur l'état des lieux de la politique de la ville en Outremer.

# 9. Formation-action sur l'Observation sociale territorialisée (Mise à jour)

Le 15 décembre 2011, L'intervenant : Hervé GUERY (COMPAS)

Cette Formation action en partenariat avec le CNFPT est une démarche de qualification-accompagnement initiée en 2009 et répondant aux besoins des acteurs du développement social urbain dans la production, l'analyse, la recherche de données infra-communales pour alimenter leurs projets et évaluation.

Depuis 2009, plusieurs travaux ont ainsi pu être menés dans cet objectif d'avoir des données infra-communales notamment des formations actions, des réunions avec les fournisseurs de données, des participations à des Observatoires....

Lors de cette dernière formation, une mise à jour du logiciel *Babord* a été effectuée et la démarche d'observation territoriale dans le cadre de la méthodologie de projets a été poursuivie. Il s'agissait également de faire un état des lieux des dispositifs d'observation sociale et territoriale.

Concernant la géographie prioritaire, la renégociation et la révision des CUCS est prévue en principe en 2014. Le Centre de ressources fait un travail de préparation des argumentaires et des indicateurs disponibles au niveau infra-communal. Il reste encore des difficultés d'adressage ou de délimitation de quartiers prioritaires qui ne

correspondent pas aux IRIS. Certains territoires comme ceux du Lamentin (Pelletier, Bois d'Inde,...) IRIS qui, pris de manière globale, ne rendent pas compte des réalités des quartiers prioritaires (ilots).

La Ville de Fort de France a pu finaliser de son côté un travail d'Analyse des Besoins sociaux et d'adressage au regard des territoires politique de la ville qui lui permet d'avoir des indicateurs sociaux par quartiers.

Un travail d'Observation qualitative en confrontation avec le quantitatif devrait pouvoir voir le jour sur les 2 villes bénéficiant d'un CUCS.

Par ailleurs, dans la perspective de 2014, il est nécessaire de bien alimenter les indicateurs qui permettent d'évaluer l'action Politique de la ville au regard des besoins sociaux et urbains des quartiers.

Cela interroge bien évidemment sur la capacité de mobilisation et d'identification des dispositifs de droit commun.

Orientation 2. L'appui aux Politiques locales de Jeunesse et Prévention et la qualification des acteurs de Politique de la ville sur ces thématiques

A la suite du Cycle de qualification Politique de jeunesses engagé en 2009 et l'appui à la démarche régionale en 2010, le Centre de ressources a mis en place des actions de qualification sur cette entrée. Par ailleurs, il a continué à accompagner le Conseil Régional

sur la mise en place d'actions. L'appui aux politiques de jeunesses reste en 2012, une priorité au regard de la situation des jeunes de moins de 30 ans et notamment des quartiers prioritaires mais pas uniquement;

# 1. Appui à la démarche régionale Ambition Jeunes.

Le Centre de ressources a dans l'urgence de décembre 2010 et janvier 2011 mis à disposition du Conseil Régional son expertise sur l'analyse quantitative et territoriale des jeunes, de l'animation et de la formalisation de travaux collectifs. Il s'agit :

- d' éléments d'analyse sociologique
- de définitions et contenus d'axes stratégiques et prioritaires
- de fiches actions
- de conseils en communication en direction des jeunes
- de propositions de démarche participative

En 2011, le Centre de ressources a appuyé le Service Jeunesse et l'élu du Conseil Régional en apportant une expertise dans la mise en œuvre du Plan Ambition Jeunes.

- Appui de la Chef de Service Jeunesse
- Animation groupe de travail et formalisation de propositions: Appel à projet, Fond d'initiative Jeunesse, Quartiers en Mouvement.

Cet appui en 2011, avait notamment pour objectif de répondre aux problématiques de définition d'une stratégie en direction des jeunes les plus éloignés et de trouver des articulations nécessaires avec les dispositifs existants et notamment les CUCS pour ce qui concerne les jeunes des quartiers prioritaires. En 2012, Le Centre de ressources sollicité par le Conseil Régional veut appuyer méthodologiquement le Service Jeunesse et proposer des éléments de contenus dans la mise en œuvre du Plan Ambition Jeunes dans son Volet 2. En outre, dans le cadre des actions portées par le Centre de ressources en 2012, il est programmé la production d'une Revue sur les jeunes, acteurs de la ville ? et de mettre en place un Forum des acteurs de Politique de jeunesses.

# Au regard des travaux engagés en 2010 et 2011, il reste aujourd'hui un effort collectif :

- -de compréhension des problématiques et ressort des jeunes en lien avec les publics et territoires prioritaires (urbains et péri-urbains, sites, places, rassemblements de jeunes dans l'espace public,)
- -une approche quantitative et qualitative sur les problématiques de décrochage (en lien avec la mise en place d'une plateforme du décrochage et d'orientation et avec l'action des missions locales et CUCS.)
- -de participation des jeunes à l'élaboration des orientations et actions dans leur direction
- -de formalisation d'orientations en direction des jeunes en y intégrant la dimension prospective (+ 10 ans)
- de recensement des actions menées par le Conseil Régional (formation, Lycées, Université, insertion, culture, environnement) et du Conseil Général (insertion, travailleurs sociaux, Collège, enseignement, recherche, logement social) dans la perspective de la Collectivité territoriale de Martinique.
- -de recensement des différents acteurs intervenants pour avoir une meilleure appréhension des interventions pertinentes à mettre en place
- -d'inscription de ces orientations dans des documents stratégiques (économique, politique de la ville, développement social,...)de prospective formation métiers, activités ...
- -d'une démarche spécifique pour intervenir en proximité en direction des jeunes en rupture (non-inscrits ou en décrochage social...)

La mobilisation du Centre de ressources et d'expertises extérieures (sociologue et observation territoriale )

# 2. Formation Action sur l'Elaboration et la conduite d'une Politique locale de Jeunesse

Le Jeudi 13 janvier 2011, Les intervenants : Nicole CHAMBRON, sociologue et Malik DURANTY, Sociologue chercheur.

Cette formation-action avait pour objectifs, la qualification collective, l'approche sociologique, la connaissance des dispositifs et acteurs, l'appropriation des outils et méthodes de mises en œuvre et l'échange de pratiques.

#### le Cadre actuel des Politiques de Jeunesses

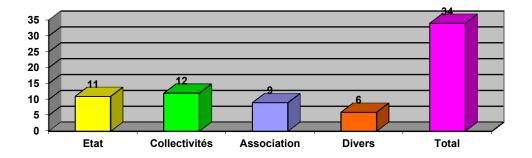
- -Historique,
- -Actualités nationales (Plan Agir pour la Jeunesse, expérimentation, service civique, Plate-forme d'orientation,...)
- -Dispositifs européens et financements
- L'Actualité locale :
- -Quelles jeunesses martiniquaises ? Approche sociologique (victime ? menace ou ressources ?)
- -Présentation des dispositifs en place et en cours de mise en place : Démarche Ambition Jeunes, Dispositifs locaux....
- -Tour de table : Présentation des chantiers en cours et expériences

### La méthodologie de mise en œuvre d'une Politique de Jeunesse

- -du diagnostic à la mise en œuvre
- -la territorialisation et la Veille
- -la prise en compte des publics en décrochage scolaire ou sociale
- -Le Partenariat et la coordination

Participation de 35 professionnels : chargée de mission jeunesse, prévention de la délinquance, coordonnateur CLSPD, Médiation sociale, responsables d'associations et animateurs vie associative et jeunesse.

# Nbre de participants à la formation action sur l'atelier politique de jeunesse



Les participants étaient notamment des chefs de projets (Etat et collectivité), des élus, des animateurs et des responsables d'associations.

# 3. Formation action « Du diagnostic à l'élaboration d'une politique communale de prévention de la délinquance »

Les intervenants : Nicole CHAMBRON, sociologue et Malik DURANTY, Sociologue chercheur. Animation : Directeur du Centre de ressources. Le vendredi 14 janvier 2011.

# • En première partie le Cadre actuel de la Prévention de la délinquance

- Historique, émergence et définitions (Nicole Chambron)
- Législations et Actualités nationales (LOOPSI 1 et 2, Livret de prévention, Rapport Bockel, LOOPSI II, Plan National 2009-2013...) et Rapport REYNES! Présentées par Nicole Chambron

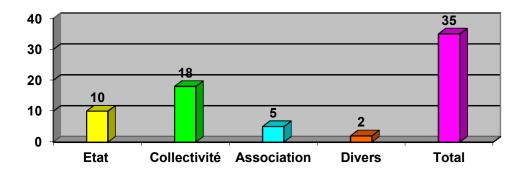
### L'Actualité locale énoncée au moyen notamment :

- Des retours d'expériences des différents acteurs présents mais aussi des chantiers en cours,
- D'une approche sociologique des phénomènes de délinquance en Martinique présentée par Malik Duranty,
- D'une présentation des dispositifs en place et en cours de mise en place présentée par Mathieu PETIT

# • En deuxième partie, Du diagnostic à la mise en œuvre de Politique locale de Prévention

- les outils et la démarche de diagnostic local de sécurité (Nicole CHAMBRON)
- la territorialisation et la Veille (Malik DURANTY)
- Le Partenariat et les outils (Nicole CHAMBRON)

# Nbre de participants à l'atelier "politique communale de prévention de la délinquance"



Les participants étaient notamment des chefs de projets (Etat et collectivité), des élus, des animateurs et des responsables d'associations.



# 4. Prestation d'accompagnement de la mise en place du Diagnostic Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Ville de Sainte Marie

Le Centre de ressources a accompagné la Ville de Sainte Marie durant 5 mois de l'année 2011 sur l'élaboration d'un Diagnostic Local de Sécurité (recherche documentaire, Observations terrain, mobilisation d'expertises, qualification, animation de travail collectif, formalisation, préconisations et suivi)

Il s'agissait d'une étape nécessaire pour impulser une politique communale de Prévention et notamment de réactiver le CLSPD. Ce diagnostic a ainsi permis de faire émerger les caractéristiques de la population et des acteurs en présence, les enjeux et réponses possibles à partir des réalités et moyens du territoire samaritain.

Des séminaires de formations, des observations de terrains, des enquêtes, entretiens et questionnaires et une dizaine de groupes de travail collectif ont identifié les principaux axes d'intervention qui ont été déclinés en actions, moyens et priorités (Eléments constitutifs d'une Stratégie Territoriale de Prévention de la Délinquance). Si les caractéristiques sociales de cette commune de Martinique sont préoccupantes, les ressources naturelles, culturelles, traditionnelles et géographiques laissent imaginer des perspectives rassurantes.

Le Centre de ressources s'est positionné en tant qu'animateur de travail collectif et pour favoriser des mutualisations, il a également répondu aux enjeux d'ingénierie de territoires qui n'ont pas toujours les moyens financiers de faire appel à des expertises extérieures. Il a apporté une plus-value en montée de compétence de l'expertise locale.

### L'appui du Centre de ressources s'est construit avec la collaboration des intervenants suivants :

- Nicole CHAMBRON, Sociologue experte sur les questions de Sécurité publique et prévention de la délinquance, mise en place de politiques jeunesses, Directrice du CERF.
- Malik DURANTY, Chercheur en sociologie, politiques publiques et sciences politiques approche du terrain (enquêtes, observations)
- Hervé GUERY, expert en Observation sociale et territoriale
- Aide à l'élaboration d'un cahier des charges
- Coordination d'intervenants
- Proposition d'une méthode opérationnelle adaptée
- Formalisation de documents
- Appui ou ressources pour le suivi et : la mise en œuvre
- Accompagnement du partenariat
- Appui du coordonnateur
- Poursuite des réflexions et suivi
- Qualification collective
- Aide à l'identification des professionnels qui peuvent aider à poursuivre

# 5. Accompagnement de la Cellule de veille Nord caraïbe

L'accompagnement de cette Cellule a débuté en 2010. Il s'agit d'un appui à une démarche volontariste des acteurs de prévention de la délinquance sur l'arrondissement du nord caraïbe et à l'initiative du Sous-Préfet sur un territoire caractérisé par sa cohérence et relativement paisible.

Cette Cellule de Veille s'inscrit dans le cadre de la Loi de Mars 2007 et dans une démarche préventive. Il s'agit d'une Instance informelle qui a des objectifs modestes de remontée et de partage d'informations et de connaissance sur les problématiques en lien avec la Prévention et la Sécurité. Elle permet de la souplesse et de la réactivité par l'interconnaissance entre acteurs travaillant sur un même territoire et sur des problématiques connexes.

C'est aussi un lieu qui permet l'interpellation des Institutions compétentes et d'éventuels partenaires et de les mobiliser en vue de la mutualisation d'objectifs et moyens.

Les orientations de la Cellule de Veille depuis 2 ans s'inscrivent dans celles du Plan Départemental de Prévention de la Délinquance 2012 et les acteurs investis ont de bonnes remontées sur cette Instance. Des priorités d'actions ont été arrêtées avec la prévention des incivilités aux abords et à l'intérieur des Etablissements scolaires, le sentiment d'insécurité et les incivilités en rapport avec les rassemblements de jeunes sur les espaces publics, le soutien aux familles et enfants en difficultés, le repérage des situations d'incivilités et les phénomènes de délinquance.

Un questionnaire auprès des Chefs d'établissements du secondaire et des acteurs de prévention auprès des établissements scolaires avait été réalisé en début 2011.

Les 8 communes et les Institutions ont désigné des référents chargés d'être des relais dans leurs Institutions et une formation en matière de prévention de la délinquance a été proposée à ceux-ci en partenariat avec le CNFPT.

Cette Cellule de Veille en 2011 a permis de dégager des éléments de diagnostics sur la prévention aux abords et au sein des établissements scolaires et des séances de travail ont permis de croiser les regards et l'interpellation réciproque entre les différents acteurs.

Par ailleurs, une séance de travail animée notamment par une Intervenante experte Nicole CHAMBRON avait pu permettre la définition d'orientations et de groupes de travail.

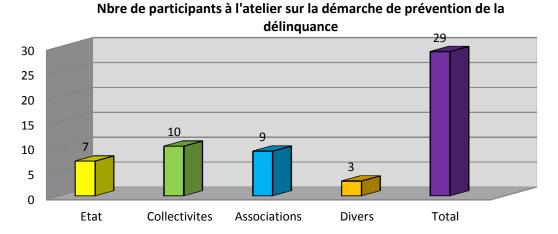
Ce travail d'accompagnement se poursuit en 2012 avec des groupes de travail par entrée et par la mise en place programmée d'un Forum des acteurs de la prévention de la délinquance sur le Nord caraïbe qui puisse être ouvert à la population.

6. Formation action « Elaboration d'une démarche de prévention de la délinquance à l'échelle des 8 communes du Nord caraïbe.

Dans le cadre de l'accompagnement de la Cellule de Veille une formation action a pu être proposée aux référents des Communes et Institutions partenaires. Les intervenants étaient notamment : Nicole CHAMBRON et Malik DURANTY.

<u>Objectifs</u>: Désignation de référents par les Communes et Institutions partenaires, Approche sociologique, Connaissance des dispositifs et acteurs, Appropriation des outils et méthodes de mise en œuvre, Echanges de pratiques, Qualification collective

<u>Publics</u>: Coordonnateur des projets des Collectivités, , prévention de la délinquance, chargé(e) de mission Jeunesses et Vie associative, PJJ, DRJCS, DDJS, responsables associatifs, agents d'animation territorialisée,...



# 7. Accompagnement des Adultes relais

L'ACSE via la DJSCS a lancé la démarche d'accompagnement des Adultes relais (A.R) en Martinique en 2011. Les opérateurs retenus sont l'Office Caribéen de Management des Organisations Professionnelles (OCMP), France Médiation et Ville caraïbe. Ce sont à terme 46 Adultes relais qui seront accompagnés durant l'année 2012 et répartis dans près de 20 structures associatives ou GIP. Il s'agit d'un accompagnement global de professionnalisation avec la définition d'un programme de formation adapté aux besoins des A. R., d'un accompagnement à la mobilité, et d'Ateliers d'échanges de pratiques. Les autres A.R des collectivités territoriales et ceux du Rectorat bénéficient des formations propres à leurs Institutions employeuses.

Le Centre de ressources a entrepris depuis 2009 un travail de mise en réseau avec la réalisation d'une Etude sur l'état des lieux de la médiation sociale en Martinique et plusieurs Forums de Valorisation et d'échanges de bonnes pratiques. Par ailleurs, des journées de sensibilisation sur les métiers de la médiation sociale ont pu être proposées ; évaluation de veut être un appui à la mise en réseau des acteurs de la médiation sociale et également aux adultes relais dans un objectif de valorisation de ces nouveaux métiers et de qualification collective sur la médiation sociale.



# 4. Les activités permanentes du Centre de ressources Ville caraïbe

Au titre des activités exercées par le Centre de ressources de façon régulière et relevant de son cœur de métier, il convient de retenir les rubriques suivantes :

- -l'accompagnement individualisé
- -l'animation et la mise en réseau
- -l'appui aux acteurs et territoires groupes de travail
- -la documentation
- -la publication
- -le site Internet
- -la participation au réseau des Centres de ressources

Ces rubriques au même titre que les activités ponctuelles participent à l'animation du réseau des acteurs de la politique de la ville.

### 1. L'accompagnement individualisé

Il s'agit d'apporter des conseils méthodologiques, de mettre à disposition des acteurs de la documentation ou encore de mettre en relation avec des référents, des initiatives, etc.... Ainsi, des chefs de projets Réussite éducative ou prévention de la délinquance ont été conseillés, redirigé ou mis en relation...mais aussi des chercheurs, des étudiants, des consultants.

### 2. L'animation et la mise en réseau

Le Centre de ressources par ses actions de qualification, permet la rencontre des différents acteurs de la politique de la ville, il les a recensés par thématique et a publié un annuaire de la politique de la ville. L'animation de réseau se fait également par les différentes activités ponctuelles de qualification et par la participation aux groupes de travail. De même la publication d'une lettre d'information et le site Internet ont pour objectif de fédérer les acteurs.

### 3. L'appui aux acteurs et la participation aux groupes de travail

L'appui aux acteurs se fait par l'animation de réunion ou la participation à des groupes de travail, la formalisation d'échanges où le centre de ressources peut proposer ses prestations ou encore informer les acteurs sur les dispositifs et le réseau. Ils ont pour but de travailler sur des cas pratiques, sur des rencontres institutionnelles ou sur des questions particulières.

### 4. La Documentation

Le Centre de ressources met à disposition des acteurs de la politique de la ville des collections et multiples ouvrages spécialisés (guides méthodologiques, capitalisation d'expériences, manuels, Rapports, Evaluations...)

Le Centre de ressources a mis en place progressivement un fond documentaire, moins de mille ouvrages papiers, plus de mille électroniques, de la documentation sur le site internet,...

Le Centre de ressources a procédé au référencement électronique du Fond documentaire disponible sur le site internet.

Le réseau national des Centres de ressources est en train de mettre en place un thésaurus commun de manière à pouvoir mutualiser les ressources numériques et ville caraïbe s'associe à cette démarche.

Des exemples de demandes : des guides méthodologiques sur la clause d'insertion, des références sur les politiques de jeunesses, sur la réussite éducative, sur l'évaluation de l'utilité sociale...

# 5. La Publication

Le Centre de ressources publie différentes productions.

### Une lettre d'information « La cohésion se construit »

Elle est diffusée à environ 800 personnes par mail (gain de temps, économies). Elle est ensuite disponible sur le site internet. Une version papier est désormais envoyée à une centaine de personnes ressources.

Elle contient notamment la veille réglementaire et une alerte sur la parution de nouveaux textes, elle présente les appels à projets, l'agenda des manifestations et plus généralement l'actualité nationale et locale du Développement social urbain...

Les destinataires sont de plus en plus nombreux, par ailleurs, les destinataires renvoient souvent des mails de satisfaction.

Pour retrouver les Newsletters : <a href="http://www.villecaraibe.com/newsletter/">http://www.villecaraibe.com/newsletter/</a>



# La Revue Lyann Karayib

Les Cahiers « Lyann Karayib » ont vocation à formaliser à travers des articles de fond, l'expérience des acteurs de la Politique de la ville en Martinique. Il s'agit d'articles regroupés par thématique et présentant ainsi des acteurs et professionnels, des projets ou des expériences à capitaliser.

Ainsi, le Centre de ressources s'est organisé pour publier 2 revues annuelles sur des thématiques et actualités de la politique de la ville.

La première revue avait pour sujet « Regards croisés sur les quartiers en Martinique ». Elle est disponible par le biais d'un bon de commande et disponible via paypal. Cette première revue sera bientôt disponible en accès libre ;

La deuxième revue à pour sujet « les Jeunes, acteurs de la ville? ». Le Comité de rédaction a fait ainsi un appel à projet à télécharger : Appel à contribution Revue 2 Jeunes, acteurs de la ville.

Les coûts de maquette, d'impression et de frais postaux se sont élevés à **4 544,79 €** Le nombre de revues envoyé à un public cible est de 80 (professionnels, élus), le nombre d'achat est d'une trentaine de Revue, soit une recette de 300 euros.

En revanche les prochaines revues seront moins coûteuses, grâce à la maquette existante.

Il faut noter que cette Revue a été un bon moyen de communication et cela au-delà de la Martinique.

### Rapport d'activités Ville caraïbe 2011 « des ressources pour l'action »

En termes de perspective, il existe un partenariat avec l'UAG permettant la valorisation des travaux de chercheurs et étudiants sur des sujets en lien avec la politique de la ville partenariat dont les premiers fruits seront déclinés sous la forme de contributions dans la revue Lyann Karayib.

De même, dans le cadre d'un travail d'état des lieux sur la Politique de la ville et du groupe de travail sur l'évaluation du CUCS, il y aura la possibilité de mettre en place un Cahier Lyann Karayib dédié à la valorisation de la politique de la ville de manière globale.

# Des fiches d'expériences

Plusieurs fiches d'expériences ont pu émerger en 2011. 5 fiches d'expériences. Un travail de formalisation commencé en 2011 et qui est toujours en cours pour l'élaboration d'un Recueil d'expériences de la Réussite Educative. Les fiches d'expériences de 2011 concernent notamment : Pour retrouver les fiches en téléchargement

Fiche d'expérience « Les Grands frères » – Une initiative de l'association Médiadom (2012)

Fiche d'expérience -Le PRE du Lamentin du GIP DSU Le Lamentin (2012)

Fiche d'expérience Projet de sécurisation et de Prévention Cité scolaire Frantz FANON (Trinité)

Fiche d'expérience TRACE TA ROUTE de l'Association ALOA Formation (dans le cadre de l'expérimentation Jeunesse 2010-)

Fiche d'expérience – Présentation de l'ADIE en Martinique (2011-2012)

Fiche d'expérience – L'Analyse des pratiques dans le cadre du PRE du Lamentin (2011-2012)

Fiche d'expérience – Les clubs coup de pouce CLE de la Ville de Fort-de-France (2011-2012)

### Guides outils et méthodologiques

Le Centre de ressources dans son activité d'accompagnement de projets met à disposition des acteurs, des guides et des outils méthodologiques en fonction des besoins exprimés. Cela dans diverses thématiques : éco quartier, gestion urbaine de proximité, réussite éducative, évaluation....

Par ailleurs, il produit des guides et outils qu'il met à disposition. En 2011, il y a eu la mise à jour du Guide de réussite éducative « partagée » mais également des tableaux de bord, des grilles d'évaluation des CUCS ou de l'utilité sociale des associations ou encore des fiches actions ou de postes mis à disposition et élaboré en interne.

### Des documents de participants, des comptes rendus et des actes de journée

Le Centre de ressources produit des comptes rendus et des documents de participants aux cycles de qualification ou des journées de formations actions, tels que la GUP, la RE,... Par ailleurs, lors des groupes de travail qu'il anime il élabore des comptes rendus.

### 6. Le site Internet

http://www.villecaraibe.com/ Le site Internet est évolutif, il a été mis en place en Avril 2008. Il a connu une nouvelle refonte en juin 2011 à la suite d'un travail effectué par une stagiaire, pour être plus pragmatique, gagner en visibilité et lisibilité et pour indexer tous les documents produits ou recueillis. Il est maintenant constitué de **68 pages** et peut être modifié à la demande. L'équipe du Centre de ressources à la main sur les mises à jour et peut donner des accès aux espaces restreints pour le partage de documents, par réseaux de compétences. Par ailleurs, une base documentaire est désormais disponible.

Le site Internet permet de garder une certaine réactivité et de mettre à disposition des acteurs de la documentation et des informations sur l'actualité et les projets en cours;

Il est un outil très important du travail en réseau. Les documents les plus téléchargés sont les documents de la rubrique CUCS, appels à projets, newsletters et l'annuaire. Les pages les plus visitées sont « appels à projets » et « documentation ». Par jour, la moyenne est de 28 visiteurs. En 2011, il y a eu en tout 10500 visites. Les visites les plus nombreuses sont celles effectuées depuis l'Hexagone, cela correspond au fait que le site est référencé sur d'autres sites (les autres Centre de ressources, le SGCIV, Google,...). La diminution du nombre des visiteurs en 2011 est due notamment au fait que le système de référencement des visiteurs n'est plus le même.

# 7. La participation au réseau des Centres de ressources

Le Centre de ressources à travers les déplacements du Directeur au sein du réseau national, ainsi que dans le partage de la base documentaire et plateforme communicative de gmail, participe aux travaux et au développement du réseau national. Cela permet de partager sur les actions mais aussi sur le fonctionnement, d'avoir des grilles de lecture et des méthodes communes, de bénéficier de transfert de compétences et références, d'acquérir de la documentation, de pouvoir échanger sur les pratiques de Centre de ressources, de mutualiser certains outils en termes de veille documentaire.

Il reste des difficultés techniques à notre niveau (disponibilité : qui nécessiterait une personne à temps plein sur la capitalisation, documentation et mutualisation) pour pouvoir maximiser la veille documentaire mais au fur et à mesure, les échanges se développent avec les centres de ressources. Par ailleurs, les rencontres de réseau ont une fonction ressources non négligeables et bénéfiques au Centre de ressources. Dans ce sens, l'orientation en 2012 sera de participer au maximum de rencontres et dans la perspective de temps spécifiques dédiés aux Centres D'Outremer. Enfin, afin de permettre d'enrichir la réflexion commune sur la politique de la ville sans engager nos Organismes respectifs, une Association des Directeurs de Centre de ressources a été mis en place : Question de ville qui participe aux réflexions et travaux nationaux sur l'avenir et l'actualité de la politique de la ville.

### Le Fonctionnement du Centre de ressources

# Organisation de la démocratie associative

.En 2011, il y a eu 4 Conseils d'administration et 2 Assemblées Générales, 4 bureaux.

Le Bureau en Mai 2011 a été renouvelé à l'unanimité.

Le nombre de membres du C.A et de l'Assemblée générale augmenté ; en revanche les participants aux réunions du bureau sont moins nombreux. L'instauration des groupes de travail est en cours en interne

Le président fait le point une fois par mois avec le Directeur sur les actions en cours et est tenu informé des actions quotidiennes par le biais d'email.

#### Ressources humaines

Le Centre de ressources comporte 2 salariés.

Le Directeur, chargé de l'exécution du programme validé en Conseil d'administration, du suivi des chantiers et de la relation avec les partenaires.

L'Assistante, chargée de l'accueil, du secrétariat, du travail administratif et de la documentation. Les membres du bureau sont souvent sollicités pour apporter leurs savoir-faire et compétences. Par ailleurs, il est fait appel à des intervenants extérieurs pour des missions ponctuelles (intervenants, communication, comptabilité, ...), des stagiaires et également des personnes ressources.

En 2011, 5 consultants extérieurs ont été mobilisés pour des actions. 3 stagiaires ont participé à des travaux.

# **Matériels**

Depuis, le premier décembre 2007, les bureaux du Centre de ressources sont ouverts à l'immeuble de services, la varangue à Fort de France (À proximité du Rond-point du Vietnam héroïque). Il s'agit de 2 bureaux et d'une salle de réunion avec des présentoirs de documentations. Le Centre de ressources est équipé d'un accès à Internet et de 3 postes informatiques, d'un fax, de deux téléphones et d'un téléphone portable. Les frais de déplacements professionnels du Directeur et de l'assistante sont remboursés.:

### Comptabilité (voir documents comptables)

Les premières écritures sont enregistrées par l'assistante qui impute toutes les dépenses par types d'actions et qui fait le suivi des factures et charges sociales. Tous les calculs et travaux de contrôle sont faits par l'expert-comptable. Le Président vise toutes les factures. Avant clôture d'exercice, le Trésorier fait le point avec le Directeur et l'expert-comptable. A partir de 2012, afin de respecter le cadre de référence et de pouvoir bénéficier de fonds FSE, il faudra mettre en place une comptabilité analytique et également appliquer le coût salariale horaire à toutes les actions et valoriser des mises à disposition dans le cadre des partenariats ainsi que du travail des personnes ressources et stagiaires.

### Charges fixes (voir doc analyse et suivi des financements 2011)

Les charges fixes concernent les charges qui, si elles ne sont pas reportées à l'action, contribuent tout de même à la réalisation de celle-ci.

Cela correspond notamment à la communication du Centre de ressources (le site internet, les dépliants). A cela s'ajoutent les locaux, l'assurance, les formations internes, les frais kilométriques non imputés directement à une action (la Poste, rencontre avec le Président, réunion avec des Institutions,...), les dépenses de petits matériels (écran de vidéoprojecteur, encre, imprimante,...),

Les charges fixes au regard des financements attendus 2011 sont à hauteur de 62 384,59 € soit 46,5 % des financements 2011 prenant en compte une partie de subvention pour des actions s'étendant à 2012 (Accompagnement PRE FDF, Etats des lieux PV et Associations)

# 6. Bilan et Observations pour l'Année 2011

# Les + ©

- Bonne connaissance du Centre de ressources par les acteurs de la politique de la ville, et adhésion constante aux travaux de qualification/information/ documentation/fonctionnement/accompagnement.
- 70,2 % des participants aux actions collectives sont satisfaits ou les autres ne se prononcent pas (en léger recul par rapport à 2010).
- Effectivité des actions par rapport aux orientations 2011 fixés par le C.A et une appropriation progressive des outils et éléments de méthodes proposés.
- Une intensification du travail des organes de décision (CA, AG) en 2011
- Partage et validation du projet de Centre de ressources à +3 ans en AG.
- Mise en place pluri annualité des financements (cadre de référence)
- Evolution de la liste des membres des Collèges du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale
- Mise en place de nouveaux partenariats (Conseil Régional/ SIMAR/IRDSU/Question de ville/AFPA stagiaires...)
- Un travail de capitalisation plus important avec des fiches d'expériences et des productions plus nombreuses (comptes rendus, actes, cahiers Ville Karayib,...)
- Un partenariat intense avec le CNFPT avec la prise en charge pour moitié des intervenants de certaines actions et un bilan très positif sur 3 années depuis 2008 avec un renouvellement de la convention en 2012.
- Une participation aux travaux régionaux sur le Plan Ambition Jeunes et une participation accrue de la Région dans les actions du Centre de ressources avec un financement attendu pour 2011 de 4000 euros et pour 2012 de 30 000 euros.

- Des demandes de prestations au Centre de ressources plus importante et provenant d'acteurs différents
- Mise en place d' accompagnements sur de nouveaux chantiers et projets: lutte contre les discriminations, intégration (PRIPI), Politique de jeunesses, Ateliers Santé Ville, Réussite éducative, Observation territoriale...
- Renforcement progressif de « la méthodologie de projet dans les Institutions»
- Implications de personnes ressources et de stagiaires
- Développement du site Internet et de publications

### Les - 8

- Retard dans le financement du Centre de ressources (Etat et Collectivités) ayant un impact négatif sur la mise en place de certaines actions rendant impossible certaines actions pourtant programmées et aussi un impact sur la stabilité de l'Association
- Difficulté de faire participer davantage d'élus aux travaux.
- Difficulté de l'effectivité dans la mise en place de certains projets qui devraient voir le jour à partir de 2012 (Projets de cohésion sociale de FDF, articulation urbain et social, désignation de chefs de projets quartiers, thématiques, actions Plan Ambition Jeunes, Images des quartiers, Rencontre Réussite éducative, PRE, ASV, Rencontre interrégionale, projets de quartiers , projets de GUP, articulation CUCS/CLSPD, PDRU...)
- Difficulté du positionnement sur l'accompagnement des associations et difficultés des associations de proximité dans l'ingénierie de projet
- Lourdeur administrative qui contrarie la mise en place de projets à tous niveaux
- Logique de guichet prime encore sur la logique de projet et pas de mobilisation du droit commun mais au contraire logique de substitution
- (Résistances au changement : transversalité et « bottom up »)

# Perspectives 2012

- Mise en place d'un cadre de référence national pour les centres de ressources politique de la ville concernant le partenariat avec l'Etat
- De nouveaux financeurs : Conseil Régional et général
- Internalisation au centre de ressources de données infra et communales sur le champ de la cohésion sociale en Martinique à partir de 2012
- Des procédures comptables plus lisibles et réactives et un versement des subventions plus rapides
- Approfondissement progressive des chantiers déjà ouverts : évaluation des CUCS, montée en qualification sur l'observation territoriale, appui aux démarches de prévention de la délinquance, appui aux démarches sante, emploi, insertion,
- Accompagnement de projets de réussite éducative et Politiques de ieunesses
- Développement de la Revue Lyann Karayib
- Mis en place d'échanges de pratiques et de mise en réseau Martinique/Guadeloupe/Guyane sur les entrées Politique de la ville (avec Groupe OM)
- Appui et qualification collective des chefs de projets prévention de la délinguance
- Appui à la médiation sociale, la professionnalisation des adultes relais et la mise en réseau
- Participation au réseau national des centres de ressources et développement d'un groupe de travail (Guyane, Réunion, Mayotte, Martinique)
- Participation à des groupes de travail et appui aux projets de quartiers
- Groupe de travail national sur 3 ans et plan d'actions sur le développement économique urbain et l'emploi
- Lancement d'actions de qualification et la valorisation des projets culturels des quartiers
- Lancement d'actions de qualification et mise en place d'un groupe permanent recherche et projet sur l'articulation Politique de la ville et développement durable
- Lancement d'actions sur l'Egalité des territoires et la Politique de la ville
- Développement de l'accompagnement aux initiatives de proximité et aux acteurs de proximité
- Développement de prestations d'accompagnement (moins de 20% des financements recus)
- Animation et développement de partenariats

# Contexte et Stratégie Ville caraïbe sur 3 ans (document d'orientations 2011-2013 : cliquez ici)



#### Objectifs:

Qualifier et appuyer les acteurs et projets du développement social urbain

Accompagner l'adaptation et la mise en œuvre de la politique de la ville et des dispositifs nationaux au contexte local

Favoriser la priorisation de l'action publique en direction des quartiers prioritaires

Favoriser des initiatives innovantes et la logique de projet dans les Institutions en direction des quartiers populaires

Développer une expertise locale et capitaliser les expériences locales par de la formalisation Partager les informations et animer le réseau des acteurs de la politiques de la ville

#### **Perspectives:**

Faire monter en compétences et aider à structurer des réseaux de compétences (Rénovation urbaine, prévention de la délinquance, politiques sociales, jeunesses, insertion, culture et cohésion...)
Etre un appui technique au plus près des besoins des acteurs du développement social
Proposer un appui technique au Pilotage en mode projet et en territorialisant l'action publique;

### Ressources internes et opportunités

Mobilisation des acteurs principaux du DSU et proximité avec les chefs de projets et le terrain Participation en interne de membres qui sont à la fois publics cibles des actions et développant une expertise propre

Développement progressif d'une expertise interne Développement d'accompagnement technique et d'appui à la mise en place de divers dispositifs politique de la ville

Développement des organes internes et des groupes de travail thématique

Capacité de s'adapter aux différentes thématiques et dispositifs

### Parties prenantes mobilisées

Salariés de ville caraibe

Administrateurs et membres de ville caraïbe SGCIV national et Etat local (Préfecture, DJRCS, autres)

Réseaux (CDR, Médiation, prévention, Jeunesses, DSU, question de ville...

Collectivités locales (Conseil Régional, CACEM, CG,...)

Aller de plus en plus vers l'accompagnement de projets intégrés

Mutualisation progressive des CUCS

Faire adhérer un plus grand nombre d'acteurs cibles du développement territorial

Faire émerger un réseau caribéen des acteurs du DSU et politique de la ville

#### **Contraintes externes**

Dégradation des situations de multiples territoires et également des publics

Contexte de raréfaction des finances publiques Lourdeur administrative généralisée

Un Pilotage parfois coupée du terrain à cause des contraintes d'ingénierie et de Pilotage

La politique de la ville une politique instable dans un contexte de rigueur

Une politique de la ville « bouc émissaire » et dont les résultats sont peu connues

Les financements limités de la Politique de la ville par rapport aux objectifs de réduction des écarts Une politique qui doit venir en appui alors que l'effet levier ne se fait pas : c'est à dire qu'on est dans la substitution plutôt que la mobilisation du droit commun

Des risques continus de changements d'acteurs et d'orientations

Des politiques de proximité à fort enjeux électoraux L'interconnaissance et la proximité entre acteurs

#### **Contraintes internes**

Des financements de ville caraïbe assez aléatoires hormis ceux du SGCIV mais versés avec retard Travail commun avec des Orientations différentes (Etat :niveau local et national ; Conseil Régional, Général, CACEM, Villes, associations, ELUS/techniciens)

Le manque d'effectifs parfois (chargé de mission) Le manque de relais sur le terrain (chefs de projets quartier) et institutionnels (élus)

Le multi positionnement des acteurs

Le manque d'appui et de participation d'élus Le manque d'identification des enjeux communs

Stabilité du positionnement de Ville caraibe dans un contexte instable

interconnaissance et proximité entre acteurs

Ressources externes et externalités positives

Le développement d'expertise des acteurs locaux (associations) des chefs de projets thématiques L'implication de certains élus

La raréfaction des financements en terme de nécessité de mutualisation, d'approche globale et d'innovation

Le développement progressif d'une culture « projet » au sein des Institutions

L'apport d'outils méthodologiques et le partage d'une culture commune

L'interconnaissance et la proximité entre acteurs

Publics cibles : chefs de projets, responsables associatifs

Elus

Partenariats (CNFPT, CDC,SIMAR,UAG, ...)

rinanceurs

Personnes ressources,

Experts, Consultants, Chercheurs